

## Libertés des femmes : le « Machin » a encore frappé...

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 28 août 2018

Source [Boulevard Voltaire] Natalia Baleato a quitté le Chili, puis l'Argentine, pour fuir leurs régimes musclés, et a demandé l'asile politique à la France. Sage-femme, elle anime un séminaire sur la protection contre le SIDA à Chanteloup-les-Vignes, près de Pontoise. Là, elle se rend compte de la détresse plus globale des jeunes femmes immigrées (55 nationalités à Chanteloup) qui n'ont pas, pour leur bébé, de mode de garde adapté aux horaires d'un travail parfois lointain ou nocturne.

Elle décide d'ouvrir, en 1990, une crèche ouverte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et d'y employer des femmes de la localité. Cette gageure est couronnée de succès. Baby-Loup devient un modèle. Mais à partir de 2000, les femmes commencent à se voiler et les hommes à leur demander de ne plus fréquenter ce lieu de perdition. Car Natalia Baleato y fait toujours des réunions d'information sur le SIDA et, plus généralement, sur la sexualité. Les femmes qui viennent malgré l'interdiction de leur mari risquent la répudiation, voire plus. La directrice reçoit des insultes, des menaces. Elle fait face. Mais un jour, sa directrice adjointe revient d'un congé maternité de deux ans avec un voile intégral qu'elle refuse de quitter pour travailler, au mépris du règlement qui prohibe les signes religieux. Licenciée, elle saisit la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) qui l'aide à obtenir gain de cause en première instance contre Baby-Loup. La directrice va en appel et la cour d'appel infirme le premier jugement. L'employée porte l'affaire en cassation. La Cour casse et renvoie à une autre cour d'appel... qui confirme l'arrêt d'appel précédent qui donnait raison à la directrice ! La Cour de cassation, en juin 2014, se range à son avis.

Affaire close ? Pas tout à fait. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a rendu, le vendredi 10 août, un avis déclarant la France fautive. Elle devra indemniser l'employée licenciée. Car refuser le voile au travail, c'est contraire aux libertés.

Notons que l'Arabie saoudite, membre de ce Conseil depuis 2015, a été élu en 2017... à la Commission des droits des femmes ! Sûr que, pour un pays où les femmes commencent seulement à pouvoir conduire, une crèche où on parle de sexualité et où les employées montrent leurs cheveux est proprement inacceptable. L'impossibilité de concilier l'« inclusion » – qui suppose le « *welcome* » inconditionnel aux migrants musulmans – et le féminisme « va finir par se voir », comme dirait Caroline Fourest.

Il va falloir choisir.

Si porter le niqab, ne pas conduire ni travailler, partager son mari avec d'autres femmes, être lapidées si elles le trompent ou fouettées en public si elles ont ri trop fort, ça fait partie des droits de la femme, alors il faut tirer le rideau du féminisme, définitivement.

Si on croit encore aux « droits des femmes » pour la défense desquels Olympe de Gouges, qui en avait rédigé la déclaration, avait été guillotinée par les révolutionnaires en 1793, alors il faut stopper d'urgence

l'immigration, fermer les mosquées et écoles salafistes. Et revenir à cette occidentalisation dont bénéficiaient les sociétés du tour de la Méditerranée avant la résurgence islamiste d'Iran en 1979, qui a peu à peu voilé de noir tout le Dar al-Islam.

Au moment où, enfin, après 39 ans de soumission aux mollahs, les Iraniennes trouvent le courage de risquer leur liberté – voire leur vie – en enlevant le voile, on doit refuser que le « Machin », comme disait de Gaulle, anéantisse les efforts courageux de deux cours d'appel françaises pour libérer la femme musulmane du statut d'infériorité totale dont le voile est le signe.

On doit empêcher la France d'assassiner Olympe de Gouges une deuxième fois.